

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Les « 144 engagements » de Marine Le Pen

- Politique -

Date de mise en ligne : lundi 13 mars 2017

Démocratie & Socialisme

Cet article est paru dans le numéro 242 de février 2016 de la revue **Démocratie&Socialisme**.

La lecture du programme présidentielle de Marine Le Pen a un goût de déjà vu, quelque chose de banal qui devrait nous inquiéter. Ses « 144 engagements » se déclinent en 7 parties : de « *Une France libre* » (sic) à « *la France durable* » où le Front national s'essaie au patriotisme écologique, tout en refusant la fermeture de la centrale de Fessenheim.

Une lecture transversale de ce programme permet d'y voir beaucoup plus clair dans ce catalogue, volontairement insipide, en mettant en évidence les cinq véritables volets qui le structurent : un volet social, un volet identitaire, un volet TPE-PME, un volet État fort, un volet à l'usage de la Finance et des grands groupes.

Le volet social

Le programme de Marine Le Pen n'a plus grand-chose à voir avec celui de son père dans les années 1980, son électorat ouvrier et employé l'oblige à avancer des mesures très différentes.

Les « 144 engagements » préconisent : la retraite à 60 ans avec 40 annuités de cotisation, le retrait de la loi El Khomri, le maintien des 35 heures, le dégel et la revalorisation du point d'indice pour les fonctionnaires, la préservation du statut de la fonction publique, le maintien de la SNCF et de la Poste dans le service public, la garantie du remboursement des soins, l'augmentation des effectifs de la fonction publique hospitalière, la création d'un 5e risque pour la Sécurité sociale (la dépendance), le refus de toute hausse de la TVA et de la CSG, le maintien de l'ISF, une baisse de 10 % sur les trois premières tranches de l'impôt sur le revenu...

Pour trois raisons, ces mesures n'auraient, cependant, pas la moindre chance d'être mises en place.

1 - Aucun financement n'est prévu

Les 144 mesures prévoient la baisse de l'impôt sur les sociétés, la baisse de l'impôt sur le revenu, la baisse des droits de mutation, la baisse des cotisations sociales... La dette publique et ses intérêts continueraient à être payés rubis sur l'ongle. Comment les mesures sociales du Front national pourraient-elles être financées ?

Leur financement repose sur trois fantasmes : le « coût » de l'immigration, une taxe de 3 % sur les importations (les autres pays liraient le journal et n'instaureraient pas une taxe du même type...), la possibilité pour la Banque de France de distribuer la nouvelle monnaie nationale par hélicoptère.

2 - Le salariat serait profondément divisé et affaibli par la mise en oeuvre du volet identitaire du FN

3 - L'indépendance des syndicats subirait une attaque brutale

L'« engagement n°10 » supprime l'obligation d'être un « syndicat représentatif » pour pouvoir présenter des candidats au 1er tour des élections professionnelles. Ce serait la porte grande ouverte aux syndicats patronaux et aux syndicats FN.

Le FN cherche à reprendre le rôle qui a été toujours dévolu à l'extrême droite par la classe dominante : mettre fin à l'indépendance des syndicats vis-à-vis du patronat et de l'État.

Le volet identitaire

Ce volet reprend toutes les mesures préconisées par le FN depuis des dizaines d'années : fin de l'« automaticité » du regroupement familial et de l'acquisition de la nationalité par le mariage, suppression du droit du sol, inscription dans la Constitution de la « priorité nationale », attribution des logements sociaux en priorité aux Français, allocations familiales réservées aux familles françaises, suppression de l'Aide médicale d'État...

La laïcité identitaire, très loin de la loi de 1905 qui est une loi de tolérance, frapperait avant tout les musulmans en « étendant la laïcité à l'ensemble de l'espace public », ce qui signifierait l'interdiction du foulard islamique à l'Université, dans la rue ou les entreprises.

Le diable se niche dans les détails. Le FN se soucie du bien-être animal mais c'est uniquement pour « interdire l'abattage sans étourdissement préalable », sans dire un mot des pratiques courantes dans bien des abattoirs qui ne fournissent pas de viande halal. Quand à l'oppression des femmes, elle ne peut être que de la responsabilité d'un « islamisme », jamais défini.

L'application de ces mesures discriminatoires ne pourrait que faire le jeu de Daesh qui entend creuser le plus profondément possible le fossé entre les musulmans et les autres habitants de notre pays.

Le volet « petite bourgeoisie »

La petite bourgeoisie (petits commerçants, patrons de TPE et PME, artisans) a toujours servi de base sociale de l'extrême droite. Aujourd'hui, cette petite bourgeoisie ne regroupe plus que 7 % de la population active, mais la nostalgie de cette base sociale, massivement mobilisée dans les années 1950 par Pierre Poujade, est tenace au Front national. D'autant plus tenace que cet électorat lui est très fidèle.

Les « 144 engagements » multiplient les mesures en faveur des TPE-PME, des artisans et des commerçants : abaisser leurs cotisations sociales, créer un taux intermédiaire de l'impôt sur les sociétés à 24 %, instaurer un bouclier social pour les indépendants après refonte totale du RSI, geler les autorisations accordées aux grandes surfaces, autoriser l'apprentissage à partir de 14 ans, fusionner les organisations représentatives des salariés pour les PME entre 50 et 300 salariés...

Les agriculteurs ne sont pas oubliés : soutien du « modèle français des exploitations familiales », arrêt de « l'explosion des normes administratives »...

Le FN n'omet pas non plus les titulaires de patrimoines importants, en permettant à chaque parent de transmettre sans taxation 100 000 euros à chaque enfant tous les 5 ans (encore mieux que Fillon !)

Le volet État fort

Lorsque le FN parle de liberté, il ne s'agit presque jamais de libertés individuelles. Ces dernières ne sont traitées que sous l'angle des « libertés numériques » et du libre choix de scolarisation des enfants par leurs parents.

La France serait « libre » mais pas ses habitants. C'est le leitmotiv de toutes les extrêmes droites pour lesquelles l'individu doit s'effacer devant une entité supérieure : la nation, l'État, une identité nationale fantasmé...

La liberté est ramenée, selon un des piliers de la pensée FN, à la seule « sécurité » : au rétablissement des frontières nationales et à la sortie de l'espace Schengen, à l'extension de la « légitime défense » pour la police et la gendarmerie et au « désarmement des banlieues ».

L'arme décisive du FN dans ce domaine est l'instauration d'un « véritable référendum d'initiative populaire, sur proposition d'au moins 500 000 électeurs ». Avec un tel référendum pouvant traiter de toutes les questions, il ne serait pas difficile au FN de rétablir la peine de mort, sans que les « 144 engagements » aient à reprendre (« dédramatisation » oblige) cette mesure revendiquée par le FN depuis 1972.

Le catalogue répressif pourrait continuer à s'égrener avec l'instauration du port d'un uniforme à l'école, la création de 40 000 places supplémentaires dans les prisons, la mise en place de « peines planchers »...

Enfin, sans expliquer, là encore, comment leur financement serait possible, l'État fort du FN embaucherait 50 000 militaires supplémentaires, construirait un deuxième porte-avion, porterait le budget militaire annuel à 3 % du PIB, pérenniserait la force de dissuasion nucléaire et rétablirait un service militaire obligatoire d'« au moins 3 mois ».

Le volet à l'usage de la Finance et des grands groupes

Ce volet ne figure bien sûr pas explicitement dans les « 144 engagements », c'est un volet « en creux ». Comment pourrait-il en être autrement pour un parti qui se prétend antisystème ?

Ce volet est pourtant décisif pour le FN qui sait fort bien qu'il ne parviendra pas au pouvoir ou ne pourra s'y maintenir sans l'accord de la classe dominante, de la Finance et des grands groupes.

La Finance n'est jamais attaquée dans les « 144 engagements ». Les risques que font courir à notre économie le maintien du modèle d'un système bancaire ne séparant pas le financement de l'économie réelle des investissements spéculatifs, ne sont jamais évoqués.

Les cotisations sociales des entreprises continueraient à diminuer et le patronat continuerait à être le premier « assisté » du pays avec un CICE que le programme du FN propose de pérenniser. Aucun impôt supplémentaire ne viendrait frapper le capital. Le Smic et les salaires ne seraient pas augmentés.

Les mesures en faveur des PME se gardent bien de distinguer les PME indépendantes des grands groupes de celles qui dépendent de ces grands groupes. Pourtant ces dernières emploient 40 % des salariés des PME et à chaque fois qu'elles perçoivent une subvention ou une baisse de « charges », elle finit dans la poche des actionnaires des grands groupes.

Le FN prend toutes ses précautions pour indiquer à la Finance et aux grands groupes qu'ils n'ont rien à craindre de son éventuelle arrivée au pouvoir.

Les « 144 engagements » de Marine Le Pen

Les « 144 engagements » font très attention à ne pas employer les formules de « sortie de l'euro » ou de « sortie de l'Union européenne », mais avancent l'idée d'une « négociation » qui serait « engagée avec nos partenaires européens », le référendum sur l'appartenance à l'Union européenne ne venant qu'après ces « négociations ».

Le FN offre ses services au système, à la classe dominante au cas où l'Union européenne, minée par la politique de ses dirigeants, menacerait d'exploser : il serait alors encore plus urgent pour la Finance et les grands groupes de mettre au pas le salariat dans notre propre pays.